

Légation de Suisse
en
France

Paris, le 24 juillet 1947. 21.7.

Rapport No 22.

Confidentiel.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Mon collègue hollandais vient de me dire qu'à son avis, la Conférence prenait un caractère de plus en plus politique, que l'Angleterre se montrait très faible, que le problème allemand formait toujours davantage le centre autour duquel on tournait sans oser l'aborder franchement, et, enfin, que le Gouvernement français se cantonnait dans une position nettement négative.

J'ai déjà eu l'occasion de vous parler du groupe hollando-belge. Van Starckenborgh Stachouwer, l'Ambassadeur des Pays-Bas, qui est déjà venu me voir deux fois, vient de m'inviter à déjeuner avec le Délégué de son pays, M. Hirschsfield, insiste énormément sur la question de la sidérurgie et voudrait que l'on puisse former, entre les petites nations, un groupe compact, qui aurait pour but une politique plus raisonnable, plus large, plus constructive, en Allemagne et notamment à propos de la Ruhr. Je lui ai fait comprendre que, dès l'instant où les débats prenaient un caractère politique, notre position ne pouvait être la même que celle des pays qui avaient participé à la guerre et que notre attitude ne pouvait se départir alors d'une certaine réserve. J'ai laissé entendre à mon interlocuteur que nous aurions plutôt tendance à nous tenir à l'écart de conversations qui pourraient contribuer à préjudicier ^{de} l'avenir du continent et que j'informais mon Gouvernement, au fur et à mesure, du développement que prendrait le problème de la sidérurgie, notamment en lui communiquant son point de vue comme celui de M. Westman, mon

Monsieur le Conseiller Fédéral Max PETITPIERRE,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .



En circulation
retour à
a. d. p.

retour
7.8.47
retour au dossier
16.9.47

collègue suédois, venu me trouver également aujourd'hui, pour m'entretenir du même souci.

L'Ambassadeur de Hollande m'a encore confié : "Les 4 Grands ne pourront plus rien décider. Ils sont divisés. Ils ne forment plus une entité. Et quant aux 3 Grands, Amérique, Angleterre, France, ils ne trouveront jamais une formule commune. Tout restera dans un marasme complet, mortel, et c'est pour cette raison que les petits pays ont le devoir de faire entendre leur voix. Cette Conférence en offre enfin l'occasion."

Westman m'a dit : "Il est regrettable que nous n'ayons pas pu faire, d'un commun accord, une réserve très nette concernant l'éventualité de débats de caractère politique. Nous pouvons toujours être sûrs, a't'il ajouté, que la Norvège et le Danemark, bien que belligérants, nous suivront."

Dans la question de la sidérurgie, le groupe belgo-hollandais et les Scandinaves sont d'accord ; les Anglais semblent être, pour le moment, entraînés dans le sillage de la France ; l'Italie, qui essaie avant tout de se rendre agréable, face au problème sidérurgique, résiste toutefois.

C'est la vivacité des propos de mon collègue américain, M. Caffery, qui m'a le plus frappé. Il ne m'a pas caché que le discours de M. Ramadier avait fait une très mauvaise impression aux Etats-Unis, que les nations européennes qui avaient quelque chose à demander à l'Amérique devaient être pleinement conscientes que :

primo, l'Amérique désirait reconstruire, dans les limites du possible, le potentiel de production européen, et, de ce fait, était prête à discuter la forme dans laquelle la production allemande pourrait être réactivée, qu'elle attendait des décisions positives, et,

secundo, les Etats européens avaient à choisir leur voie, car ceux qui continueraient à vouloir louvoyer entre la Russie et l'Amérique n'auraient rien à attendre de celle-ci.

- 3 -

Starckenborgh est d'avis que l'Angleterre comme la France seront, en fin de compte, obligées de se plier au voeu américain, mais qu'elles chercheront, dans le cadre de la conférence à se réserver une liberté de manoeuvre aussi grande que possible.

Hirschsfield m'a dit : "Pour votre avenir, la question sidérurgique est de première importance, comme aussi la question monétaire" et il admettait qu'on ne sortirait du chaos monétaire que lorsque des rapports normalisés et un trafic sain auraient repris en Allemagne. Les Hollandais comme les Scandinaves s'expriment avec la plus grande sévérité à l'égard de la politique espagnole du Quai d'Orsay, qui cause des dommages considérables à tous ceux qui auraient à bénéficier normalement des possibilités d'exportation du grand pays ibérique. Starckenborgh disait textuellement : "C'est une honte que l'on fasse dépendre une question de cette envergure de misérables combinaisons d'élection". Cette constatation corrobore ce que me disait le Délégué du Gouvernement espagnol, qui est d'avis que notre démarche concernant la reprise du trafic hispano-suisse à travers la France n'aurait aucun succès avant les élections communales d'octobre. J'ai demandé des instructions à ce sujet par le post scriptum de ma lettre C.31.51.1.- EM/EG, du 22 juillet 1947. Notre note pour le Quai d'Orsay est prête à partir, mais il appert que la citation de la Convention de Barcelone provoquerait une fin de non recevoir et que le fameux article 7 (sécurité d'Etat) serait tout de suite invoqué.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

W. Burckhardt